

*Antoine Prost*

# Douze leçons sur l'histoire



UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE

FACULTÉ DE PSYCHOLOGIE  
ET DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

Laboratoire d'histoire sociale et culturelle de l'éducation (LHISCE)

*Séminaire d'Introduction au Travail Scientifique en Histoire sociale et culturelle de l'Éducation (7421AD)*

*Paris, 1996*  
*Éditions du Seuil*

## Les faits et la critique historique

S'il est une conviction bien ancrée dans l'opinion publique, c'est qu'en histoire il y a des faits, et qu'il faut les savoir.

Cette conviction est à l'origine de la contestation des programmes d'histoire de 1970 et 1977, et elle s'exprime dans les débats de 1980 avec une naïveté révélatrice. « Les élèves ne savent plus rien... », voilà le grand reproche. C'est donc qu'en histoire, il y a des choses à savoir. Ou plus exactement des faits et des dates. D'honnêtes gens qui ignorent si Marignan fut une victoire ou une défaite, et quels en étaient les enjeux, s'indignent que les élèves en ignorent la date. Pour le grand public, l'histoire se réduit souvent à un squelette constitué de faits datés : révocation de l'édit de Nantes 1685, Commune de Paris 1871, découverte de l'Amérique 1492, etc. Apprendre les faits, les mémoriser, c'est cela apprendre l'histoire. Et même à des niveaux d'étude avancés : « Si tu as de la mémoire, tu auras l'agrégation d'histoire », ai-je entendu répéter quand je préparais ce concours.

On touche ici sans doute la différence majeure entre l'enseignement et la recherche, entre l'histoire qui s'expose didactiquement et celle qui s'élabore. Dans l'enseignement, les faits sont tout faits. Dans la recherche, il faut les faire.

### La méthode critique

Telle qu'elle s'enseigne dans les classes, voire les amphithéâtres, l'histoire procède en deux temps : d'abord connaître les faits, ensuite les expliquer, les nouer dans un discours

cohérent. Cette dichotomie entre l'établissement des faits et leur interprétation a été théorisée à la fin du siècle dernier par l'école « méthodique », et notamment par Langlois et Seignobos. Elle structure le plan de l'*Introduction aux études historiques* (1897) comme de *La Méthode historique appliquée aux sciences sociales* (1901).

#### *Les faits comme preuves*

Langlois et Seignobos ne considèrent pas que les faits soient tout faits : ils passent au contraire beaucoup de temps à expliquer quelles règles on doit suivre pour les construire. Mais, dans leur esprit comme dans celui de toute l'école méthodique qu'ils formalisent, les faits une fois construits le sont définitivement. D'où la division du travail historique en deux temps et entre deux groupes de professionnels : les chercheurs – entendez les professeurs de faculté – établissent les faits ; les professeurs de lycée les utilisent. Les faits sont comme les pierres avec lesquelles on construit les murs de l'édifice nommé histoire. Dans son petit livre sur *L'Histoire dans l'enseignement secondaire*, Seignobos tire même une certaine fierté de ce travail de fabricant de faits :

L'habitude de la critique m'a permis de faire le triage des histoires traditionnelles que les professeurs se transmettaient de génération en génération et d'écarter les anecdotes apocryphes et les traits légendaires. J'ai pu renouveler la provision de faits caractéristiques certains dont l'enseignement de l'histoire doit être nourri<sup>1</sup>.

Cette importance accordée au travail de construction des faits s'explique par une préoccupation centrale : comment donner au discours de l'historien un statut scientifique ? comment s'assurer que l'histoire n'est pas une suite d'opinions subjectives que chacun serait libre d'accepter ou de refuser, mais l'expression d'une vérité objective et qui s'impose à tous ?

La question n'est pas de celles qu'on puisse déclarer

1. *L'Histoire dans l'enseignement secondaire*, p. 31.

superflues, inutiles ou périmées. On ne peut la congédier aujourd'hui sans renonciation majeure. Il suffit, pour s'en convaincre, de songer au génocide hitlérien. L'affirmation que l'Allemagne nazie a conduit pendant plusieurs années une entreprise d'extermination systématique des juifs n'est pas une opinion subjective que l'on serait libre de partager ou de refuser. C'est une vérité. Mais, pour qu'elle ait ce statut objectif, il faut qu'elle repose sur des faits. C'est un fait, par exemple, que les SS ont construit des chambres à gaz dans certains camps, et un fait que l'on peut prouver<sup>2</sup>.

Les faits sont donc, dans le discours des historiens, l'élément dur, celui qui résiste à la contestation. « Les faits sont têtus », dit-on à juste titre. Le souci des faits en histoire est celui même de l'administration de la preuve, et il est indissociable de la référence. Je viens de donner des références en note sur l'existence des chambres à gaz, parce que telle est la règle de la profession. L'historien ne demande pas qu'on le croie sur parole, sous prétexte qu'il serait un professionnel qui connaîtrait son métier, bien que ce soit en général le cas. Il donne au lecteur le moyen de vérifier ce qu'il affirme ; les « procédés d'exposition strictement scientifiques » que G. Monod revendiquait pour la *Revue historique* veulent que « chaque affirmation soit accompagnée de preuves, de renvois aux sources et de citations<sup>3</sup> ». De l'école méthodique à celle des *Annales* (voir le texte de M. Bloch en encadré), l'unanimité règne sur ce point : c'est bien une règle commune de la profession.

2. Voir Eugen Kogon, Hermann Langbein, Adalbert Rückerl, *Les Chambres à gaz, secret d'État*, Paris, Éd. de Minuit, 1984, rééd. Points Histoire, 1987, et l'ouvrage d'un ancien révisionniste qui s'est attaqué aux archives pour prouver ses thèses... et qui est parvenu à des conclusions rigoureusement inverses, en ne trichant pas avec ses sources : Jean-Claude Pressac, *Les Crématoires d'Auschwitz, la machinerie du meurtre de masse*, Paris, CNRS Éditions, 1993.

3. G. Monod, G. Fagniez, Avant-propos du premier numéro de la *Revue historique*, repris par celle-ci, n° 518, avr.-juin 1976, p. 295-296. Voir aussi Gabriel Monod, « Du progrès des études historiques en France depuis le XVI<sup>e</sup> siècle », *ibid.*, p. 297-324.

**Marc Bloch : Éloge des notes infrapaginales**

*Mais lorsque certains lecteurs se plaignent que la moindre ligne, faisant cavalier seul au bas du texte, leur brouille la cervelle, lorsque certains éditeurs prétendent que leurs chalands, sans doute moins hypersensibles en réalité qu'ils ne veulent bien les peindre, souffrent le martyre à la vue de toute feuille ainsi déshonorée, ces délicats prouvent simplement leur imperméabilité aux plus élémentaires préceptes d'une morale de l'intelligence. Car, hors des libres jeux de la fantaisie, une affirmation n'a le droit de se produire qu'à la condition de pouvoir être vérifiée ; et pour un historien, s'il emploie un document, en indiquer le plus brièvement possible la provenance, c'est-à-dire le moyen de le retrouver, équivaut sans plus à se soumettre à une règle universelle de probité. Empoisonnée de dogmes et de mythes, notre opinion, même la moins ennemie des lumières, a perdu jusqu'au goût du contrôle. Le jour où, ayant pris soin d'abord de ne pas la rebuter par un oiseux pédantisme, nous aurons réussi à la persuader de mesurer la valeur d'une connaissance sur son empressement à tendre le cou d'avance à la réfutation, les forces de la raison remporteront une de leurs plus éclatantes victoires. C'est à la préparer que travaillent nos humbles notes, nos petites références tatillonnes que moquent aujourd'hui, sans les comprendre, tant de beaux esprits.*

Apologie pour l'histoire, p. 40.

Nous devons pousser plus loin l'analyse, car l'idée d'une vérité objective qui repose sur des faits demande plus ample discussion. Elle reste cependant constitutive de l'histoire à un premier niveau. Les historiens pourchassent quotidiennement les affirmations sans preuves dans les copies d'étudiants comme dans les articles des journalistes. Il y a là, quoi qu'on doive dire ensuite pour éviter les simplismes, une base essentielle au métier d'historien : pas d'affirmations sans preuves, c'est-à-dire pas d'histoire sans faits.

*Les techniques de la critique*

A ce stade de la réflexion, la question qui se pose est celle de l'établissement des faits : comment établir des faits certains ? Quelle procédure suivre ? La réponse réside dans la méthode critique, que l'on peut faire remonter au moins à Mabillon et au *De Re Diplomatica* (1681). Langlois et Seignobos la détaillent longuement. En réalité, ils ne s'intéressent qu'aux faits construits à partir de documents écrits, notamment de textes d'archives. On peut leur reprocher de ne pas avoir élargi leur propos à d'autres sources, mais cela ne suffit pas à les disqualifier. En effet, la plupart des historiens continuent à travailler à partir de ce type de document, y compris ceux qui, comme L. Febvre, F. Braudel ou J. Le Goff, ont plaidé pour le nécessaire élargissement du répertoire documentaire. C'est G. Duby qui évoquait « le gros tas de mots écrits, tout juste extraits de ces carrières où les historiens vont s'approvisionner, triant, retaillant, ajustant, pour bâtir ensuite l'édifice dont ils ont conçu le plan provisoire<sup>4</sup> ». Quoiqu'on dise, les historiens risquent de se reconnaître longtemps encore, comme Arlette Farge, au goût de l'archive.

Quel que soit l'objet sur lequel elle porte, la critique n'est pas affaire de débutant, comme le montrent bien les difficultés des étudiants aux prises avec un texte. Il faut déjà être historien pour critiquer un document, car il s'agit, pour l'essentiel, de le confronter avec tout ce que l'on sait déjà du sujet qu'il traite, du lieu et du moment qu'il concerne. En un sens, la critique, c'est l'histoire même, et elle s'affine au fur et à mesure que l'histoire s'approfondit et s'élargit.

On le voit à l'évidence à chaque étape qu'analysent les maîtres de la méthode critique, Langlois et Seignobos. Ils distinguent critique externe et critique interne. La critique externe porte sur les caractères matériels du document : son papier, son encre, son écriture, les sceaux qui l'accompagnent ; la critique interne sur la cohérence du texte, par exemple sur la compatibilité entre la date qu'il porte et les faits dont il parle.

Les médiévistes comme Langlois, confrontés à de nombreux diplômes royaux ou décrets pontificaux apocryphes,

4. *L'histoire continue*, p. 25.

sont très attentifs à la critique externe pour distinguer le document authentique du faux. Les sciences auxiliaires de l'histoire constituent en ce domaine de précieux auxiliaires. La *paléographie*, ou science des vieilles écritures, permet de dire si la graphie d'un manuscrit correspond à sa date prétendue. La *diplomatique* enseigne les conventions suivant lesquelles les documents étaient composés : comment ils commençaient, comment étaient composés l'introduction et le corps du document (le *dispositif*), comment on désignait le signataire, avec quels titres et dans quel ordre (la *titulature*) ; la *sigillographie* répertorie les divers sceaux et leurs dates d'emploi. L'*épigraphe* indique les règles suivant lesquelles étaient ordinairement composées dans l'Antiquité les inscriptions, notamment funéraires.

Ainsi armée, la critique externe peut discerner les documents probablement authentiques des faux, ou de ceux qui ont subi des modifications (critique de provenance). Il est clair, par exemple, qu'une charte écrite sur papier, et non sur parchemin, qui se prétend du XIII<sup>e</sup> siècle est un faux. Éventuellement la critique rétablit le document original après l'avoir dépouillé de ses adjonctions, ou avoir restitué les parties manquantes, comme on le fait souvent pour les inscriptions romaines ou grecques (critique de restitution). Un cas particulier d'application de ces méthodes est l'édition critique, comme la philologie allemande excellait à le faire, en comparant tous les manuscrits pour recenser les variantes, établir les filiations d'un manuscrit à l'autre et proposer une version aussi proche que possible du texte primitif. Mais la méthode ne vaut pas que pour les textes anciens : il vaut la peine, par exemple, de confronter les enregistrements radiophoniques du maréchal Pétain aux textes écrits de ses messages et discours, si l'on veut savoir avec exactitude ce qu'il a dit<sup>5</sup>.

Ce point établi, l'historien n'est pas encore au bout de ses peines. Que le document soit ou non authentique ne dit rien sur son sens. Une copie de diplôme mérovingien faite trois siècles après l'original n'est pas un document authentique. Ce n'est pourtant pas nécessairement un faux. La copie peut avoir été faite fidèlement. La critique interne examine alors

5. Voir l'édition de Jean-Claude Barbas, *Philippe Pétain, Discours aux Français*, Paris, Albin Michel, 1989.

la cohérence du texte et s'interroge sur sa compatibilité avec ce que l'on connaît par ailleurs des documents analogues. La critique interne procède toujours par rapprochements : si nous ignorions tout d'une période, ou d'un type de document, aucune critique ne serait possible. Où il apparaît que la critique ne saurait être un commencement absolu : il faut déjà être historien pour pouvoir critiquer un document.

Il ne faut pas croire que ces problèmes se posent seulement pour les textes anciens. On en donnera ici deux exemples pris dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Le premier est l'appel que le Parti communiste aurait lancé le 10 juillet 1940 pour inciter à la résistance. Or cet appel mentionne des noms de ministres nommés le 13 juillet ; en outre il ne cadre pas avec ce que l'on sait de la stratégie de ce parti en juillet 1940, alors qu'il mène des discussions avec les occupants pour la réparation d'un quotidien. Les historiens ont donc généralement considéré qu'il s'agissait d'un texte postérieur et, comme il ne s'intègre pas dans la série des *Humanité* clandestines, il a probablement été imprimé à une date plus tardive même que la fin juillet. La supercherie ne résiste pas à la critique.

Le second exemple est emprunté à une polémique récente dont Jean Moulin est l'enjeu. Dans un ouvrage destiné au grand public, le journaliste Thierry Wolton affirme que Jean Moulin, alors préfet d'Eure-et-Loir, donnait des renseignements à un espion soviétique, Robinson. A l'appui de ses dires, il cite un rapport envoyé par Robinson à Moscou, signalant une intense activité sur les aérodromes de Chartres et de Dreux, des travaux d'allongement des pistes jusqu'à 4,5 kilomètres et la présence de 220 gros bombardiers sur l'aérodrome de Chartres. Devant la précision de ces informations, il conclut que seul le préfet pouvait les avoir fournies. Un peu de critique interne aurait dû le dissuader d'utiliser l'argument. En effet, les chiffres cités sont absurdes : des pistes de 4,5 kilomètres de long n'ont aucune justification pour l'aviation de 1940 (il faut 2 kilomètres seulement pour les Boeing 747), et l'aviation allemande comptait au total 800 bombardiers en octobre 1940. Il y en avait 30, dont 22 opérationnels à Chartres. On ne peut dire que l'informateur de Robinson était bien informé<sup>6</sup> !

6. Nous empruntons cet exemple à François Bédarida, « L'histoire de la Résistance et l'"affaire Jean Moulin" », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 27, juin

Toutes les méthodes critiques visent à répondre à des questions simples. D'où vient le document ? Qui en est l'auteur, comment a-t-il été transmis et conservé ? L'auteur est-il sincère ? A-t-il des raisons, conscientes ou non, de déformer son témoignage ? Dit-il vrai ? Sa position lui permettait-elle de disposer de bonnes informations ? Impliquait-elle des biais ? Ces deux séries de questions sont distinctes : la *critique de sincérité* porte sur les intentions, avouées ou non, du témoin, la *critique d'exactitude* sur sa situation objective. La première est attentive aux mensonges, la seconde aux erreurs. Un auteur de mémoires sera suspect de se donner le beau rôle, et la critique de sincérité sera particulièrement exigeante. S'il décrit une action ou une situation à laquelle il a assisté sans être partie prenante, la critique d'exactitude lui accordera plus d'intérêt que s'il se fait seulement l'écho de tiers.

De ce point de vue, la distinction classique entre témoignages volontaires et involontaires est pertinente. Les premiers ont été constitués pour l'information de leurs lecteurs, présents ou futurs. Les chroniques, les mémoires, toutes les sources « narratives » relèvent de cette catégorie, mais aussi les rapports des préfets, les monographies des instituteurs sur leur village pour l'exposition de 1900, et toute la presse... Les témoignages involontaires n'étaient pas destinés à nous informer. M. Bloch parle joliment de « ces indices que, sans préméditation, le passé laisse tomber sur sa route<sup>7</sup> ». Une correspondance privée, un journal vraiment intime, des comptes d'entreprise, des actes de mariage, des déclarations de succession, mais aussi des objets, des images, les scarabées d'or retrouvés dans des tombes mycéniennes, les débris de poterie jetés dans des puits du XIV<sup>e</sup> siècle, ou les ferrailles des trous d'obus, plus instructives sur le champ de bataille de Verdun que le témoignage volontaire (fabriqué et falsifié) de la tranchée des baïonnettes...

La critique de sincérité et d'exactitude est beaucoup plus exigeante à l'égard des témoignages volontaires. Mais il ne faut pas durcir la distinction, car l'habileté des historiens

1994, Jean Moulin et la Résistance en 1943, p. 160. Pour d'autres exemples analogues à propos du même ouvrage prétendument historique, voir Pierre Vidal-Naquet, *Le Trait empoisonné : réflexions sur l'affaire Jean Moulin*, Paris, La Découverte, 1993.

7. *Apologie*, p. 25.

consiste souvent à traiter les témoignages volontaires comme involontaires, et à les interroger sur autre chose que ce qu'ils voulaient dire. Aux discours prononcés le 11 novembre devant les monuments aux morts, l'historien ne demandera pas ce qu'ils disent, qui est bien pauvre et bien répétitif ; il s'intéressera aux termes utilisés, à leurs réseaux d'oppositions ou de substitutions, et il y retrouvera une mentalité, une représentation de la guerre, de la société, de la nation. M. Bloch, toujours, note avec humour à ce sujet que, « condamnés à le connaître [le passé] par ses traces, nous parvenons toutefois à en savoir sur lui beaucoup plus qu'il n'avait lui-même cru bon de nous en faire connaître<sup>8</sup> ».

Que le témoignage soit volontaire ou non, l'auteur sincère et bien informé ou pas, il faut de toute façon ne pas se tromper sur le sens du texte (critique d'interprétation). L'attention veille ici au sens des termes, aux emplois détournés ou ironiques, aux propos dictés par la situation (on dit nécessairement du bien du défunt dans son oraison funèbre). M. Bloch, déjà, qui trouvait beaucoup trop courte la liste des sciences auxiliaires de l'histoire proposées aux étudiants, suggérait d'y ajouter la linguistique : « Des hommes qui, la moitié du temps, ne pourront atteindre les objets de leurs études qu'à travers les mots, par quel absurde paralogisme leur permet-on [...] d'ignorer les acquisitions fondamentales de la linguistique<sup>9</sup> ? » Les concepts ont beaucoup changé de sens, et ceux qui nous paraissent transparents sont les plus dangereux. « Bourgeois » ne désigne pas la même réalité sociale dans un texte médiéval, un manifeste romantique ou chez Marx. Aussi pourrait-on ériger l'histoire des concepts en préalable de toute autre histoire<sup>10</sup>.

Plus généralement, tout texte est codé par un système de représentations solidaire d'un vocabulaire. Un rapport de

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*, p. 28.

10. Voir Reinhart Koselleck, « Histoire des concepts et histoire sociale », in *Le Futur passé*, p. 99-118. Koselleck prend l'exemple d'un texte de Hardenberg (1907) : « De toute façon, une hiérarchie raisonnable qui ne favoriserait pas un ordre plus que l'autre mais qui permettrait aux citoyens de tous les ordres de prendre place les uns à côté des autres selon certains critères de classe, voilà qui fait partie des besoins authentiques et non négligeables d'un État. » L'analyse des concepts, d'âges différents, permet de dégager la nouveauté du propos et sa pointe polémique.

préfet de la Restauration sur la situation politique et sociale d'un département rural est inconsciemment et imperceptiblement gauchi par la représentation qu'il se fait des paysans : il voit ce qu'il s'attend à voir et que sa représentation préalable lui permet d'accueillir ; il néglige éventuellement ce qui ne s'inscrit pas dans ce cadre. L'interprétation de son rapport suppose donc que l'historien tienne compte du système de représentations qui était celui des notables de l'époque<sup>11</sup>. La prise en compte des « représentations collectives » est ainsi indispensable à l'interprétation des textes.

On pourrait prolonger la description de la démarche critique. Mieux vaut sans doute s'attarder sur l'esprit qui la fonde.

#### *L'esprit critique de l'historien*

On a parfois l'impression que la critique est seulement affaire de bon sens et que la discipline exigée par la corporation est superflue. Ce serait manie d'érudits, coquetterie de savants, signe de reconnaissance pour initiés.

Rien n'est plus faux. Les règles de la critique et de l'érudition, l'obligation de donner ses références ne sont pas des normes arbitraires. Elles instituent certes la différence entre l'historien professionnel et l'amateur ou le romancier. Mais elles ont d'abord pour fonction d'éduquer le regard que l'historien porte sur ses sources. C'est une ascèse, si l'on veut, en tout cas une attitude apprise, non spontanée, mais qui forme une tournure d'esprit essentielle au métier.

On le voit bien quand on compare les travaux des historiens et ceux des sociologues ou des économistes. Les premiers pratiquent généralement une question préalable sur l'origine des documents et des faits dont ils parlent. S'agit-il, par exemple, de la statistique des grèves ? L'historien ne prendra pas les chiffres officiels pour argent comptant ; il s'interrogera sur la façon dont ils ont été collectés : par qui, suivant quelle procédure administrative ?

11. A. Corbin, « "Le vertige des foisonnements" », R. Chartier, « Le monde comme représentation », G. Noiriel, « Pour une approche subjective du social ».

L'attitude critique n'est pas naturelle. Seignobos le dit fort bien (voir encadré), en prenant la comparaison de l'homme qui tombe à l'eau et que ses mouvements spontanés font se noyer : « Apprendre à nager, c'est acquérir l'habitude de réfréner ses mouvements spontanés et de faire des mouvements contre nature. »

#### **Charles Seignobos : La critique est contre nature**

*...la critique est contraire à la tournure normale de l'intelligence humaine ; la tendance spontanée de l'homme est de croire ce qu'on lui dit. Il est naturel d'accepter toute affirmation, surtout une affirmation écrite – plus facilement si elle est écrite en chiffres –, encore plus facilement si elle provient d'une autorité officielle, si elle est, comme on dit, authentique. Appliquer la critique, c'est donc adopter un mode de pensée contraire à la pensée spontanée, une attitude d'esprit contre nature [...] On n'y parvient pas sans effort. Le mouvement spontané d'un homme qui tombe à l'eau est de faire tout ce qu'il faut pour se noyer ; apprendre à nager, c'est acquérir l'habitude de réfréner ses mouvements spontanés et de faire des mouvements contre nature.*

*L'impression spéciale produite par les chiffres est particulièrement importante en sciences sociales. Le chiffre a un aspect mathématique qui donne l'illusion du fait scientifique. Spontanément on tend à confondre « précis et exact » ; une notion vague ne peut être entièrement exacte, de l'opposition entre vague et exact, on conclut à l'identité entre « exact » et « précis ». On oublie qu'un renseignement très précis est souvent très faux. Si je dis qu'il y a à Paris 526 637 âmes ce sera un chiffre précis, beaucoup plus précis que « 2 millions et demi », et pourtant beaucoup moins vrai. On dit vulgairement : « brutal comme un chiffre » à peu près dans le même sens que « la vérité brutale », ce qui sous-entend que le chiffre est la forme parfaite de la vérité. On dit aussi : « Ce sont des chiffres, cela », comme si toute proposition devenait vraie dès qu'elle prend une forme arithmétique. La tendance est encore plus forte, lorsque au lieu d'un chiffre isolé on voit une série de chiffres liés par des opérations d'arithmétique. Les opérations sont scientifiques et certaines ;*

*elles inspirent une impression de confiance qui s'étend aux données de fait sur lesquelles on a opéré ; il faut un effort de critique pour distinguer, pour admettre que dans un calcul juste les données peuvent être fausses, ce qui enlève toute valeur aux résultats.*

La Méthode historique appliquée aux sciences sociales, p. 32-35.

Les crédulités contre lesquelles Seignobos croyait nécessaire de mettre en garde subsistent aujourd'hui. Il faut toujours résister au prestige des autorités officielles. Il est plus nécessaire que jamais de ne pas céder à la suggestion des chiffres précis ni au vertige des nombres. L'exactitude et la précision sont choses différentes, et un chiffre approximatif juste vaut mieux que des décimales illusoire. Les historiens feraient meilleur ménage avec les méthodes quantitatives souvent indispensables, s'ils étaient plus attentifs à démystifier chiffres et calculs.

A ces mises en garde, qui restent d'actualité, il convient d'en ajouter de nouvelles. Elles concernent le témoignage des témoins directs et l'image. Notre époque, friande d'histoire orale, habituée par la télévision et la radio à « vivre » – comme on le dit sans rire – les événements en direct, accorde à la parole des témoins une valeur excessive. Dans un cours de licence où je datais un tract étudiant de la fin de novembre 1940 par critique interne – le texte se référait à la manifestation du 11 novembre comme à un fait relativement récent –, des étudiants dubitatifs regrettèrent qu'on ne puisse retrouver des étudiants de 1940 qui auraient distribué ce tract et se seraient souvenus à quelle date. Comme si la mémoire des témoins directs, un demi-siècle après l'événement, était plus fiable que les indications matérielles fournies par le document lui-même.

Il en va de même pour les images. La photographie emporte la conviction : comment la pellicule n'aurait-elle pas fixé la vérité ? Il faut avoir comparé longuement deux photographies de la signature du pacte germano-soviétique, l'une avec les seuls Ribbentrop et Molotov, l'autre avec les mêmes, un décor différent et debout derrière eux tous les officiels de l'URSS, y compris Staline, pour mesurer l'ampleur éventuelle des trucages<sup>12</sup>. Et quand

12. Le faux est la photographie sans Staline et le Bureau politique, pour deux raisons. Critique externe : il est plus facile de détourner les deux per-

on sait que dans tous les films alliés sur la Première Guerre mondiale il n'y a en tout et pour tout que deux séquences tournées effectivement dans les lignes, on réalise à quel point une critique en termes de représentations collectives est essentielle avant d'utiliser éventuellement ce type de documents.

On l'aura noté, cependant, ni la critique des témoignages oraux ni celle des photographies ou des films ne diffèrent de la critique historique classique. C'est la même méthode, appliquée à d'autres documents. Elle utilise parfois des savoirs spécifiques – par exemple une connaissance précise des conditions de filmage à une époque donnée. Mais c'est fondamentalement la même démarche que celle du médiéviste face à ses chartes. La méthode critique est une, et c'est, on le verra plus loin, la seule méthode propre à l'histoire.

### Fondements et limites de la critique

#### *L'histoire, connaissance par traces*

L'importance que tous les ouvrages sur l'épistémologie de l'histoire accordent à la méthode critique est un signe qui ne trompe pas : nous touchons là un point central. Pourquoi n'y a-t-il pas d'histoire sans critique ? La réponse est toujours la même, de Langlois et Seignobos à Bloch et à Marrou : parce que l'histoire porte sur le passé, et qu'à ce titre elle est connaissance par traces.

On ne peut définir l'histoire comme la connaissance du passé, ainsi qu'on le dit parfois un peu vite, parce que le caractère *passé* ne suffit pas à désigner un fait ou un objet de connaissance. Tous les faits *passés* ont d'abord été des faits *présents* : entre les uns et les autres, aucune différence de nature. *Passé* est un adjectif, non un substantif et c'est abusivement qu'on utilise le terme pour désigner l'ensemble indé-

sonnages centraux pour effacer les autres que de rajouter ceux-ci. Critique interne : il y avait un intérêt pour les Soviétiques à minimiser l'engagement de Staline après l'offensive allemande en Russie. Sur la critique du document photographique, voir Alain Jaubert, *Le Commissariat aux archives. Les photos qui falsifient l'histoire*.

finiment ouvert des objets qui peuvent présenter ce caractère, recevoir cette détermination.

Ce constat entraîne deux conséquences auxquelles on n'accordera jamais assez d'importance. En premier lieu, il interdit de spécifier l'histoire par son objet. Les sciences proprement dites ont leur domaine propre, quelle que soit leur interdépendance. Leur seul nom permet d'isoler le domaine qu'elles explorent de ceux qui ne les concernent pas. L'astronomie étudie les astres, pas les silex ni les populations. La démographie étudie les populations, etc. Mais l'histoire peut s'intéresser aussi bien aux silex qu'aux populations, voire au climat... Il n'y a pas de faits *historiques* par nature comme il y a des faits *chimiques* ou *démographiques*. Le terme *histoire* n'appartient pas au même ensemble que les termes *biophysique moléculaire*, *physique nucléaire*, *climatologie* ou même *ethnologie*. Comme le dit fortement Seignobos, « il n'y a de faits historiques que par position ».

---

#### **Charles Seignobos : Il n'y a de faits historiques que par position**

*Mais, dès qu'on cherche à délimiter pratiquement le terrain de l'histoire, dès qu'on essaie de tracer les limites entre une science historique des faits humains du passé et une science actuelle des faits humains du présent, on s'aperçoit que cette limite ne peut pas être établie, parce qu'en réalité il n'y a pas de faits qui soient historiques par leur nature, comme il y a des faits physiologiques ou biologiques. Dans l'usage vulgaire le mot « historique » est pris encore dans le sens antique : digne d'être raconté ; on dit en ce sens une « journée historique », un « mot historique ». Mais cette notion de l'histoire est abandonnée ; tout incident passé fait partie de l'histoire, aussi bien le costume porté par un paysan du XVIII<sup>e</sup> siècle que la prise de la Bastille ; et les motifs qui font paraître un fait digne de mention sont infiniment variables. L'histoire embrasse l'étude de tous les faits passés, politiques, intellectuels, économiques, dont la plupart ont passé inaperçus. Il semblerait donc que les faits historiques puissent être définis : les « faits passés », par opposition aux faits actuels qui sont l'objet des sciences descriptives de l'humanité. C'est précisément cette opposition qu'il est impossible de maintenir*

*en pratique. Être présent ou passé n'est pas une différence de caractère interne, tenant à la nature d'un fait ; ce n'est qu'une différence de position par rapport à un observateur donné. La Révolution de 1830 est un fait passé pour nous, présent pour les gens qui l'ont faite. Et de même la séance d'hier à la Chambre est déjà un fait passé.*

*Il n'y a donc pas de faits historiques par leur nature ; il n'y a de faits historiques que par position. Est historique tout fait qu'on ne peut plus observer directement parce qu'il a cessé d'exister. Il n'y a pas de caractère historique inhérent aux faits, il n'y a d'historique que la façon de les connaître. L'histoire n'est pas une science, elle n'est qu'un procédé de connaissance.*

*Alors se pose la question préalable à toute étude historique. Comment peut-on connaître un fait réel qui n'existe plus ? Voici la Révolution de 1830 : des Parisiens, tous morts aujourd'hui, ont pris sur des soldats, morts aussi, un bâtiment qui n'existe plus. Pour prendre en exemple un fait économique : des ouvriers morts aujourd'hui dirigés par un ministre mort aussi ont fondé l'établissement des Gobelins. Comment atteindre un fait dont aucun élément ne peut plus être observé ? Comment connaître des actes dont on ne peut plus voir ni les acteurs ni le théâtre ?*

*– Voici la solution de cette difficulté. Si les actes qu'il s'agit de connaître n'avaient laissé aucune trace, aucune connaissance n'en serait possible. Mais souvent les faits disparus ont laissé des traces, quelquefois directement sous forme d'objets matériels, le plus souvent indirectement sous la forme d'écrits rédigés par des gens qui ont eux-mêmes vu ces faits. Ces traces, ce sont les documents, et la méthode historique consiste à examiner les documents pour arriver à déterminer les faits anciens dont ces documents sont les traces. Elle prend pour point de départ le document observé directement ; de là elle remonte, par une série de raisonnements compliqués, jusqu'au fait ancien qu'il s'agit de connaître. Elle diffère donc radicalement de toutes les méthodes des autres sciences. Au lieu d'observer directement des faits, elle opère indirectement en raisonnant sur des documents. Toute connaissance historique étant indirecte, l'histoire est essentiellement une science de raisonnement. Sa méthode est une méthode indirecte, par raisonnement.*

La Méthode historique appliquée  
aux sciences sociales, p. 2-5.

S'il n'y a pas de caractère historique inhérent aux faits, s'il n'y a d'historique que la façon de les connaître, alors il en résulte comme le marque clairement Seignobos, avocat pourtant d'une histoire « scientifique », que « l'histoire n'est pas une science, elle n'est qu'un procédé de connaissance ». C'est un point très souvent et très légitimement souligné. Il justifie par exemple le titre qu'H.-I. Marrou donnait à son livre : *De la connaissance historique*.

Comme procédé de connaissance, l'histoire est une connaissance par traces<sup>13</sup>. Comme le dit joliment J.-Cl. Passeron, c'est « un travail sur des objets perdus ». Elle procède à partir des traces que le passé a laissées, d'« informations vestigiales solidaires de contextes non directement observables<sup>14</sup> ». Le plus souvent il s'agit de documents écrits : archives, périodiques, ouvrages, mais il peut s'agir aussi d'objets matériels : une pièce de monnaie ou une poterie dans une sépulture par exemple, ou, plus près de nous, des bannières de syndicats, des outils, des cadeaux offerts à un ouvrier qui prend sa retraite... Dans tous les cas, l'historien effectue un travail sur les traces pour reconstituer les faits. Ce travail est constitutif de l'histoire ; en conséquence, les règles de la méthode critique qui le gouvernent sont, au sens propre du mot, fondamentales.

On comprend mieux alors ce que disent les historiens quand ils parlent des faits. Un fait n'est rien d'autre que le résultat d'un raisonnement à partir de traces suivant les règles de la critique. Il faut l'avouer, ce que les historiens appellent indifféremment des « faits historiques » constitue un véritable « bazar », digne d'un inventaire à la Prévert. Voici par exemple quelques faits : Orléans a été libérée par Jeanne d'Arc en 1429 ; la France était le pays le plus peuplé d'Europe à la veille de la Révolution ; au moment des élections de 1936 il y avait moins d'un million de chômeurs en France ; sous la Monarchie de Juillet, la journée de travail des ouvriers dépassait souvent douze heures ; la laïcité est

13. M. Bloch (*Apologie*, p. 21) attribue à Simiand la paternité de cette « heureuse expression ». Le texte de Seignobos donné en encadré, antérieur, montre qu'à tout le moins l'idée était dans l'air...

14. *Le Raisonnement sociologique*, p. 69.

devenue un enjeu politique à la fin du Second Empire ; l'usage des robes blanches pour les mariées s'est répandu sous l'influence des grands magasins dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; la législation antisémite de Vichy ne lui a pas été dictée par les Allemands... Qu'y a-t-il de commun entre tous ces « faits » hétéroclites ? Un seul point : ce sont des affirmations vraies, parce qu'elles résultent d'une élaboration méthodique, d'une reconstitution à partir de traces.

On notera au passage que, si ce procédé de connaissance est le seul possible pour le « passé », il ne lui est pas propre. Les politologues qui analysent la popularité des présidents, les spécialistes de « marketing » qui évaluent la clientèle possible d'un nouveau produit, les économistes qui s'interrogent sur la récession ou le retour à la croissance, les sociologues qui se penchent sur le malaise des banlieues, les juges qui traquent la drogue ou la corruption, tous interprètent des traces. L'usage de la méthode critique déborde de beaucoup l'histoire.

#### *Pas de faits sans questions*

L'école méthodique qui a fondé la profession historique en France ne se contentait pas de cette analyse. Dans le contexte culturel de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dominé par la méthode expérimentale de Claude Bernard, le défi qu'elle prétendait relever consistait à faire de l'histoire une « science » à part entière. D'où son combat contre une conception « philosophique » ou « littéraire » de l'histoire.

Cette perspective obligeait à situer l'historien par rapport aux figures scientifiques du chimiste ou du naturaliste dans leurs laboratoires et donc à centrer l'argumentation sur l'observation. L'histoire, prétendaient Langlois et Seignobos, est elle aussi une science d'observation. Mais alors que le chimiste ou le naturaliste observent directement les phénomènes de leur discipline, l'historien doit se contenter d'observations indirectes, partant moins fiables. Ses témoins ne sont pas des laborantins qui établissent des comptes rendus d'expérience systématiques, suivant des protocoles précis. La méthode critique ne fonde pas alors seulement l'histoire comme connaissance, mais comme science. Alors que tout à l'heure

Seignobos déclarait que l'histoire ne pouvait être une science, voici qu'il compte sur la critique pour combler l'écart qui la sépare de la science.

Cette volonté de donner à l'histoire statut de science explique l'importance que cette génération d'historiens accordait à la publication systématique et définitive de documents critiqués, leur rêve d'un répertoire exhaustif de tous les textes disponibles, mis à la disposition des historiens, après une vigilante toilette critique. D'où aussi l'idée d'acquis définitifs d'une histoire débarrassée par la critique des légendes et des faux. D'où enfin la continuité entre l'enseignement secondaire et la recherche historique, celle-ci alimentant celui-là en faits prêts à l'emploi, l'histoire enseignée étant l'histoire savante, débarrassée de ses échafaudages critiques...

Il est facile de réduire à sa caricature cette conception de l'histoire. H.-I. Marrou raille ces érudits positivistes qui croient que

peu à peu s'accroissent dans nos fiches le pur froment des « faits » : l'historien n'a plus qu'à les rapporter avec exactitude et fidélité, s'effaçant devant les témoignages reconnus valides. En un mot, il ne construit pas l'histoire, il la retrouve<sup>15</sup>.

H.-I. Marrou poursuit en citant R.G. Collingwood<sup>16</sup> qui ne ménage pas ses sarcasmes, en effet, pour cette histoire « ciseaux-pot de colle » (*scissors and paste history*) faite à partir de faits tout-faits (*ready-made statements*) que les historiens n'auraient qu'à retrouver dans les documents, comme l'archéologue dégage une poterie de la terre qui l'entoure.

La caricature est excessive et jamais un Seignobos ne se serait reconnu dans une simplification aussi simpliste. Au demeurant, soyons francs : dans leur travail quotidien, la plupart des historiens, quand ils font des cours ou écrivent des

15. *De la connaissance historique*, p. 54.

16. J'avoue un faible pour Robin George Collingwood. Ce fut un grand esprit, à ma connaissance le seul philosophe qui ait été aussi un historien. Professeur de philosophie à Oxford, il était aussi archéologue et historien de l'Angleterre ancienne. On lui doit un volume de la *Cambridge Ancient History of England* et de nombreux articles érudits sur la Grande-Bretagne romaine. En outre, il est drôle et se lit avec plaisir...

ouvrages de synthèse, fonctionnent suivant le schéma de Seignobos. Les historiens passent beaucoup de temps à se lire les uns les autres et à réutiliser le travail de leurs collègues. Les livres des uns sont effectivement pour les autres des recueils de faits, des carrières dans lesquelles ils vont chercher des pierres pour leur édifice. Le domaine de l'histoire est si vaste, les sources si abondantes, qu'on aurait tort de ne pas utiliser le travail des collègues et des prédécesseurs, dès lors qu'il présente les garanties requises de méthode : tout reprendre à partir des sources serait une entreprise vaine et désespérée. Si les grands ancêtres de l'école méthodique avaient totalement tort, si les faits n'étaient pas, par certains aspects, des matériaux accumulés par la recherche critique à l'intention d'autres historiens, ceux-ci ne prendraient pas la peine d'accumuler tant de notes sur les livres de leurs collègues. Ils notent certes des idées qu'ils ont envie de prolonger ou de discuter. Mais ils notent aussi beaucoup de faits qui leur serviront. Il faut dire les pratiques telles qu'elles sont : aucun historien n'hésite à prendre chez d'autres historiens des faits tout-faits, pourvu qu'ils soient bien faits et qu'il puisse les réemployer dans sa propre construction.

Il reste que la dissociation entre l'établissement des faits par la méthode critique et leur interprétation ultérieure, si elle répond aux contraintes effectives de l'enseignement et de la synthèse, n'est pas logiquement soutenable. A l'ériger en principe de la recherche historique, on ferait fausse route<sup>17</sup>.

Passons sur la distinction entre observation directe et indirecte, qui n'est pas d'une grande utilité dès lors que la méthode, on l'a vu, peut d'une part s'appliquer à des recherches sur le présent, d'autre part concerner des traces matérielles directement observées<sup>18</sup>.

Passons aussi sur l'impossibilité logique de commencer pratiquement l'histoire par la critique des traces. L'exposé classique de la méthode historique qui place la critique au fondement logique de l'édifice exige de telles compétences de l'historien qui prétend critiquer un document que la tâche

17. Là réside l'erreur de Seignobos : croire que l'enseignement et la recherche procèdent suivant la même logique. Voir notre article, « Seignobos revisité ».

18. M. Bloch discute longuement ce point (*Apologie*, p. 17-20).

C'est un fait

s'avère impossible à qui n'est pas déjà historien. Il faut y revenir : la critique procède par comparaisons et il est impossible de déceler qu'un document est faux si l'on ignore comment un document vrai aurait dû se présenter. Nous avons dit la nécessité de décoder les textes à partir des représentations collectives sous-jacentes à leur construction. Seul un historien aguerri est à même de pratiquer la critique. Ce que confirment les difficultés des étudiants devant les commentaires de texte qui les rassurent, en leur évitant le vertige de la feuille blanche, mais qui s'avèrent, d'expérience commune de correcteur, beaucoup plus difficiles que les dissertations. L'historien est enfermé en quelque sorte dans un cercle vertueux : ce qui le définit comme historien est la critique des sources, et il ne peut critiquer les sources que s'il est déjà historien.

La naïveté fondamentale de l'école méthodique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est dans l'enchaînement trop simple document/critique/fait. M. Bloch, qui vise ici manifestement Langlois et Seignobos, le rappelle sobrement :

Beaucoup de personnes et même, semble-t-il, certains auteurs de manuels se font de la marche de notre travail une image étonnamment candide. Au commencement, diraient-elles volontiers, sont les documents. L'historien les rassemble, les lit, s'efforce d'en peser l'authenticité et la véracité. Après quoi, et après quoi seulement, il les met en œuvre. Il n'y a qu'un malheur : aucun historien, jamais, n'a procédé ainsi. Même lorsque d'aventure il s'imagine le faire<sup>19</sup>.

Effectivement, les Monod, les Lavis, les Langlois, les Seignobos, qui ont théorisé les règles de la critique et constitué autour d'elles la déontologie de la profession, n'ont pas procédé ainsi. Mais ils n'en ont pas eu conscience parce que leur choix décisif, qui consistait à s'intéresser aux décisions des États et au fonctionnement des institutions, les a conduits à privilégier les documents des archives publiques. Comme ce choix leur semblait s'imposer de lui-même, ils ne se sont pas avisés de le justifier, ni même de l'explicitier. Or il les a aveuglés sur leur propre démarche.

Le même choix explique que leur histoire se présente

19. *Ibid.*, p. 26.

comme l'étude de périodes, car le devenir des régimes politiques qui les intéresse s'inscrit, en effet, dans des périodes claires. A cette histoire-période on a coutume d'opposer l'histoire-problème, où le questionnement, entièrement explicite, fonde le découpage de l'objet d'étude. L'opposition est ancienne, comme la prescription : le grand précepte de Lord Acton à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle était déjà « étudiez des problèmes, pas des périodes<sup>20</sup> ». En fait, même les historiens qui étudient des périodes construisent leur histoire à partir de questions, mais de questions qui restent implicites, et par conséquent mal maîtrisées.

En effet, l'histoire ne peut pas procéder à partir des faits : il n'y a pas faits sans questions, sans hypothèses préalables. Il arrive que le questionnement soit implicite ; mais, s'il faisait défaut, l'historien serait désemparé, ne sachant que chercher ni où. Il arrive que le questionnement soit vague au départ, mais, s'il ne se précise pas, la recherche avorte. L'histoire n'est pas une pêche au filet ; l'historien ne lance pas son chalut au hasard, pour voir s'il prendra des poissons, et lesquels. On ne trouve jamais la réponse à des questions qu'on ne s'est pas posées... En quoi l'histoire ne diffère pas des autres sciences, comme le notait déjà P. Lacombe en 1894 :

#### Paul Lacombe : Pas d'observation sans hypothèse

*L'histoire [...] ne se prête pas à l'expérience, au sens scientifique du mot. A son égard, le seul procédé possible est l'observation. Il faut s'entendre sur ce mot. On imagine assez généralement que l'observation consiste à tenir les yeux fixés sur les flots infinis des phénomènes qui passent, et à attendre qu'en passant les phénomènes vous jettent une de ces idées qui sont la révélation de leurs aspects généraux. Mais l'infinie diversité des phénomènes n'envoie qu'incertitude et doute à l'esprit vide de toute conception. Observer, c'est précisément ne pas regarder tout d'un œil vaguement attentif et expectant. C'est concentrer sa vue sur certaines régions ou certains*

20. Lord Acton, *A Lecture on the Study of History, Delivered at Cambridge, June 11 1895*, Londres, Macmillan, 1895, 142 p. Voir aussi F. Furet, *De l'histoire récit à l'histoire problème*.

*aspects en vertu d'un principe d'élimination et de choix, indispensable devant l'énorme multiplicité des phénomènes. Une hypothèse formée, un projet préconçu de vérification, fournissent seuls ce principe, qui circonscrit la vue, ouvre l'attention dans un sens spécial, et la ferme dans tout autre. S'il est évident qu'une hypothèse demande à être vérifiée, il est aussi certain, quoique moins évident, que l'observation demande au préalable la conception d'une hypothèse.*

De l'histoire considérée comme science, p. 54.

Les historiens de l'école des *Annales*, qui se réclamaient d'ailleurs de Lacombe comme de Simiand, ont particulièrement insisté sur ce point. A juste titre. L. Febvre, avec sa verve habituelle, pourfend d'une comparaison terrienne les historiens sans questions :

...si l'historien ne se pose pas de problèmes, ou si, s'étant posé des problèmes, il ne formule pas d'hypothèses pour les résoudre – en fait de métier, de technique, d'effort scientifique, je suis fondé à dire qu'il est un peu en retard sur le dernier de nos paysans : car ils savent, eux, qu'il ne convient pas de lancer leurs bêtes, pêle-mêle, dans le premier champ venu pour qu'elles y pâturent au petit bonheur : ils les parquent, ils les attachent au piquet, ils les font brouter ici plutôt que là. Et ils savent pourquoi<sup>21</sup>.

Les historiens de l'école méthodique comme Langlois et Seignobos, parce qu'ils étaient relativement unanimes sur les questions qui se posaient, n'ont pas dégagé cette interdépendance des faits, des documents et des questions. C'est le point faible de leur épistémologie, encore qu'un Seignobos ait bien vu qu'on allait au document pour lui poser des questions. M. Bloch rappelle même le mot « étonnant », qui n'est assurément pas « le propos d'un fanfaron », échappé à son cher maître : « Il est très utile de se poser des questions, mais très dangereux d'y répondre<sup>22</sup>. »

21. *Combats pour l'histoire*, p. 23.

22. *Apologie*, p. xvi.

En revanche, leur déontologie de l'établissement des faits reste la règle de la profession. Quelle que soit l'école dont ils se réclament, les historiens actuels respectent les principes de la critique. G.-P. Palmade avait raison de signaler en 1969, dans sa préface à une réédition de *l'Histoire sincère de la nation française* de Seignobos, que nous sommes tous les héritiers « parfois inconscients ou ingrats » de la génération des fondateurs de la profession. Nous en minimisons l'apport « pour l'avoir trop complètement assimilé ».

Quels que soient, en effet, les documents utilisés et les questions posées, ce qui se joue au stade de l'établissement des faits, c'est la fiabilité, ou la vérité, du texte que l'historien donnera à lire. La valeur de l'histoire comme « connaissance » en dépend. L'histoire repose sur des faits, et tout historien est tenu d'en produire à l'appui de ses dires. La solidité du texte historique, sa recevabilité scientifique, dépendent du soin apporté à construire les faits. L'apprentissage du métier porte donc simultanément sur la démarche critique, la connaissance des sources et la pratique du questionnement. Il faut apprendre, simultanément, à prendre correctement des notes, à lire correctement un texte sans se tromper sur son sens, ses intentions, sa portée, et à se poser des questions pertinentes. D'où l'importance, dans les études d'histoire, telles qu'elles sont organisées en France, des « explications de documents », textes, images, tableaux statistiques, etc. D'où l'importance attachée, dans l'évaluation des chercheurs, au travail de première main, à l'indication des sources, des références, bref à tout ce qu'on appelle fort justement l'« appareil critique ». L'histoire, pour sa grandeur ou pour sa servitude, ne supporte pas l'à-peu-près. Une date, une référence, sont justes ou elles sont fausses. Ce n'est pas une question d'opinion. Et l'on doit, pour contester une lecture de l'histoire, produire d'autres faits, d'autres dates, d'autres références.

Peut-être est-ce à cette déontologie commune que, malgré les divisions qui la traversent comme tout groupe social, la profession historique doit d'avoir préservé une certaine unité ?

## 4

## Les questions de l'historien

S'il n'y a pas de faits, pas d'histoire sans questions, les questions tiennent, dans la construction de l'histoire, une place décisive.

L'histoire ne peut, en effet, se définir ni par son objet, ni par des documents. Nous l'avons vu, il n'y a pas de faits historiques par nature, et le champ des objets potentiellement historiques est illimité. On peut faire – et on fait – l'histoire de tout : du climat, de la vie matérielle, des techniques, de l'économie, des classes sociales, des rites, des fêtes, de l'art, des institutions, de la vie politique, des partis politiques, de l'armement, des guerres, des religions, des sentiments (l'amour), des émotions (la peur), de la sensibilité, des perceptions (les odeurs), des mers, des déserts, etc. C'est la question qui construit l'objet historique, en procédant à un découpage original dans l'univers sans limites des faits et des documents possibles. Du point de vue épistémologique, elle remplit une fonction fondamentale, au sens étymologique du terme, puisque c'est elle qui fonde, qui constitue l'objet historique. En un certain sens, une histoire vaut ce que vaut sa question. D'où l'importance et la nécessité de poser la question de la question.

### Qu'est-ce qu'une question historique ?

#### *Questions et documents*

La question de l'historien n'est pas naïve. Il ne lui viendrait pas à l'esprit de s'interroger par exemple sur le sentiment de la nature chez l'homme de Cro-Magnon, parce qu'il

sait la question oiseuse, faute de traces. C'est perdre son temps que de s'en occuper. Avec la question de l'historien – et c'est pourquoi elle permet de construire les faits – il y a une idée des sources et des documents qui permettront de la résoudre, c'est-à-dire aussi une première idée de la façon dont on pourrait s'y prendre pour les traiter. « Chaque fois que l'historien pose une question – écrit R.G. Collingwood – il a déjà en tête une idée préliminaire et qu'il peut commencer à essayer du document qu'il sera capable d'utiliser [...] Poser des questions auxquelles on ne voit pas le moyen de répondre est le péché fondamental en science, comme de donner des ordres dont on ne pense pas qu'ils seront obéis en politique<sup>1</sup>. »

Il n'y a donc pas de question sans document. L'historien ne pose jamais une « simple question » – même quand il s'agit d'une question simple. Sa question n'est pas une question nue ; c'est une question armée, qui porte avec elle une idée des sources documentaires et des procédures de recherche possibles. Elle suppose déjà une connaissance minimale des diverses sources éventuelles et elle imagine leur utilisation par des méthodes pour lesquelles d'autres recherches ont montré la voie... On retrouve le cercle vertueux : il faut déjà être historien pour pouvoir poser une question historique.

#### Robin G. Collingwood : Questionner historiquement

*De tout ce qu'il peut percevoir, il n'y a rien qu'il ne puisse raisonnablement utiliser comme moyen de preuve (evidence), sur quelque sujet, s'il y vient avec la bonne question en tête. L'élargissement du savoir historique provient principalement de ce qu'on trouve comment uti-*

1. R.G. Collingwood, *The Idea of History*, p. 281 : « Every time the historian asks a question, he has already in mind a preliminary and tentative idea of the evidence he will be able to use [...] To ask questions which you see no prospect of answering is the fundamental sin in science, like giving orders which you do not think will be obeyed in politics. » Sauf mention contraire, je suis responsable de toutes les traductions de l'anglais et de leurs insuffisances.

*liser comme moyen de preuve telle ou telle sorte de fait perçu que les historiens avaient jusqu'ici pensé sans utilité pour eux.*

*Ainsi le monde perceptible dans son entièreté est potentiellement et en principe moyen de preuve pour l'historien. Il devient moyen de preuve effectif dans la mesure où celui-ci peut l'utiliser. Et il ne peut l'utiliser à moins de venir à lui avec le bon type de savoir historique. Plus nous avons de savoir historique, plus nous pouvons apprendre de n'importe quel fragment de sources (evidence) donné ; si nous n'en avons pas, nous ne pouvons rien apprendre. Les sources sont sources quand quelqu'un les regarde historiquement.*

The Historical Imagination, p. 19.

Il n'y a pas davantage de document sans question. C'est la question de l'historien qui érige les traces laissées par le passé en sources et en documents. Avant qu'on ne leur pose de question, les traces du passé ne sont même pas perçues comme traces possibles de quoi que ce soit. M. Bloch illustre ce point par un exemple très parlant : « Avant Boucher de Perthes, les silex abondaient, comme de nos jours, dans les alluvions de la Somme. Mais l'interrogateur manquait et il n'y avait pas de préhistoire<sup>2</sup>. »

C'est dire à la fois que « le document lui-même n'existe pas, antérieurement à l'intervention de la curiosité de l'historien<sup>3</sup> », et que tout peut être document, dès lors que l'historien s'en saisit, ce que R.G. Collingwood résume par une formule définitive : « *Everything in the world is potential evidence for any subject whatever*<sup>4</sup>. » A condition, toutefois, que l'historien sache comment l'utiliser. Ce que L. Febvre sait bien : la part la plus passionnante du travail d'historien consiste à faire parler les choses muettes.

2. Apologie, p. 26.

3. H.-I. Marrou, *De la connaissance historique*, p. 302.

4. R.G. Collingwood, *The Idea of History*, p. 280. Et encore « *anything is evidence which is used as evidence, and no one can know what is going to be useful as evidence until he has had occasion to use it* » (ibid.).

### Lucien Febvre : Tout peut être document

*L'histoire se fait avec des documents écrits, sans doute. Quand il y en a. Mais elle peut se faire, elle doit se faire, sans documents écrits s'il n'en existe point. Avec tout ce que l'ingéniosité de l'historien peut lui permettre d'utiliser pour fabriquer son miel, à défaut des fleurs usuelles. Donc avec des mots, des signes. Des paysages et des tuiles. Des formes de champs et de mauvaises herbes. Des éclipses de lune et des colliers d'attelage. Des expertises de pierres par des géologues et des analyses d'épées en métal par des chimistes. D'un mot, avec tout ce qui, étant à l'homme, dépend de l'homme, sert à l'homme, exprime l'homme, signifie la présence, l'activité, les goûts et les façons d'être de l'homme. Toute une part, et la plus passionnante sans doute de notre travail d'historien, ne consiste-t-elle pas dans un effort constant pour faire parler les choses muettes, leur faire dire ce qu'elles ne disent pas d'elles-mêmes sur les hommes, sur les sociétés qui les ont produites – et constituer finalement entre elles ce vaste réseau de solidarités et d'entr'aide qui supplée à l'absence du document écrit.*

Combats pour l'histoire, p. 428.

Le primat de la question sur le document entraîne deux conséquences. Il implique d'abord qu'on ne puisse faire de lecture définitive d'un document donné. L'historien n'épuise jamais ses documents, il peut toujours les réinterroger avec d'autres questions, ou les faire parler avec d'autres méthodes. Voici par exemple les déclarations de succession qui dorment dans les archives fiscales. De grandes enquêtes en ont dépouillé de vastes échantillons pour en tirer des informations sur les fortunes des Français au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Mais elles renferment bien d'autres renseignements : sur les régimes matrimoniaux et les dots, si l'on s'intéresse au mariage, ou encore

5. *Les Fortunes françaises au XIX<sup>e</sup> siècle*, enquête dirigée par Adeline Daumard avec la collaboration de F. Codaccioni, G. Dupeux et J. Herpin, J. Godechot et J. Sentou, Paris-La Haye, Mouton, 1973, et Pierre Léon, *Géographie de la fortune et Structures sociales à Lyon au XIX<sup>e</sup> siècle*, Lyon, Université de Lyon-II, 1974.

sur la mobilité professionnelle et géographique... La déclaration mentionne en effet nécessairement le nom, l'adresse et la profession des héritiers, et l'on pourrait même, si l'on ne disposait par ailleurs d'une meilleure documentation sur le sujet, en tirer des études sur la mortalité.

On voit le rôle fondamental de la question dans la construction de l'objet historique. Les déclarations de succession peuvent servir de source à plusieurs histoires. C'est la question qui construit une histoire des fortunes ou une histoire de la mobilité sociale, à partir du même document, par un découpage différent et des traitements différents. Ce qui pose, évidemment, de gros problèmes aux archivistes : le manque de place les conduit souvent à vouloir épurer leurs fonds des documents « inutiles » ! Mais comment savoir aujourd'hui quels documents serviront demain aux historiens pour répondre à leurs questions, encore inconnues ?

En second lieu, la solidarité indissociable entre la question, le document et la procédure de traitement de celui-ci explique que le renouvellement du questionnaire entraîne un renouvellement des méthodes et/ou du répertoire documentaire. Nous ne développerons pas longuement ce point, qu'illustre superbement l'ouvrage de J. Le Goff et P. Nora : *Faire de l'histoire*, avec les titres de ses trois volumes successifs : *Nouveaux Problèmes, Nouvelles Approches, Nouveaux Objets*. Au fur et à mesure que l'historien pose de nouvelles questions, il constitue de nouveaux pans de la réalité présentement accessible en sources, en traces, c'est-à-dire en documents. Les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle privilégiaient les traces écrites. Le XX<sup>e</sup> siècle a interrogé les fouilles archéologiques pour répondre aux questions sur l'histoire de la vie matérielle ; il s'est intéressé aux rites, aux symboles, aux cérémonies pour atteindre les pratiques sociales et culturelles. Les statues de la République, les monuments aux morts et les cloches de nos villages sont devenus documents. Les documents écrits ont été interrogés sur autre chose que ce qu'ils prétendaient dire grâce notamment à une approche linguistique et à la statistique lexicale. L'enquête orale a fait témoigner les survivants muets de l'histoire. Bref, nous aurons l'occasion d'y revenir, le répertoire documentaire et l'arsenal méthodologique n'ont cessé de s'étoffer pour répondre à de nouvelles interrogations.

Ce renouvellement du questionnaire, qui est le moteur de

l'évolution de la discipline, n'obéit évidemment pas au caprice individuel des historiens. Les questions s'enchaînent les unes aux autres, elles s'engendrent mutuellement. D'une part, les curiosités collectives se déplacent; d'autre part, la vérification/réfutation des hypothèses donne naissance à de nouvelles hypothèses, au sein de théories qui évoluent. L'enquête est donc indéfiniment relancée. Pas plus que la liste des faits, celle des questions historiques ne saurait être close : il faudra toujours réécrire l'histoire.

Cependant, à chaque moment de l'histoire, il y a des questions historiques qui ne se posent plus, et d'autres qui se posent. Les premières sont battues et rebattues, les secondes sont à la pointe des préoccupations de la profession. L'insertion des questions dans le champ des problématiques actuelles de la corporation détermine leur statut scientifique. Toutes ne sont pas également légitimes.

#### **Robin G. Collingwood : N'importe quoi peut servir de source**

*Les données (data) d'un côté, et les principes d'interprétation de l'autre, sont les deux éléments de toute pensée historique. Mais ils n'existent pas séparément pour se combiner ensuite. Ils existent ensemble ou pas du tout. L'historien ne peut pas récolter les données dans un premier temps et les interpréter dans un second. C'est seulement quand il a un problème en tête qu'il peut se mettre à la recherche de données qui s'y rapportent. N'importe quoi n'importe où peut lui servir de données s'il est capable de trouver comment l'interpréter. Les données de l'historien sont la totalité du présent.*

*Le commencement de la recherche historique n'est donc pas la collecte ou la contemplation de fait bruts non encore interprétés, mais le fait de poser une question qui mette à la recherche de faits qui puissent aider à y répondre. Toute recherche historique est focalisée de cette façon sur quelque question ou problème particulier qui définit son sujet. Et l'on ne doit poser la question qu'avec quelques raisons de penser qu'on sera capable de lui apporter une réponse, et une réponse qui soit un raisonnement authentiquement historique, autrement elle ne mène nulle part, c'est au mieux une curiosité oisive,*

*mais ni le centre ni même un élément d'un travail historique. Ce que nous exprimons en disant qu'une question « se pose » ou « ne se pose pas ». Dire qu'une question se pose, c'est dire qu'elle entretient un lien logique avec nos pensées antérieures, que nous avons une raison pour la poser et que nous ne sommes pas animés par une simple curiosité capricieuse.*

The Philosophy of History, p. 14

#### *La légitimité des questions*

Les questions les plus légitimes pour les historiens sont donc, à les entendre, celles qui font « avancer » leur discipline. Mais qu'est-ce que cela signifie ?

Il y a bien des façons de faire « avancer » l'histoire. La plus simple est de combler les lacunes de nos connaissances. Mais qu'est-ce qu'une lacune ? On trouvera toujours un village dont on n'ait pas écrit l'histoire, mais l'histoire d'un énième village comblerait-elle vraiment une lacune ? Que nous apprendrait-elle que nous ne sachions déjà ? La véritable lacune n'est pas un objet supplémentaire dont l'histoire n'a pas été faite, mais des questions auxquelles les historiens n'ont pas encore de réponse. Et comme les questions se renouvellent, il arrive que des lacunes s'effacent sans avoir été comblées... Les questions peuvent cesser de se poser avant d'avoir reçu réponse.

Ce constat entraîne deux conséquences. La première est qu'on n'a jamais fini d'écrire l'histoire. Les historiens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pensaient leur travail définitif. C'était un rêve. Il faut chaque fois reprendre l'histoire en tenant compte des nouvelles questions et des nouveaux acquis. R.G. Collingwood le notait avec pertinence : toute histoire est un rapport d'étape sur les progrès faits dans l'étude du sujet qu'elle traite jusqu'au moment présent. D'où il résulte que toute histoire est en même temps une histoire de l'histoire. « C'est pourquoi chaque époque doit réécrire l'histoire à nouveaux frais<sup>6</sup>. »

C'est dire que le travail historique ne trouve pas directement sa légitimité dans les documents. Une étude de première

6. R.G. Collingwood, *The Philosophy of History*, p. 15 : « *This is why every age must write history afresh.* »

l'évolution de la discipline, n'obéit évidemment pas au caprice individuel des historiens. Les questions s'enchaînent les unes aux autres, elles s'engendrent mutuellement. D'une part, les curiosités collectives se déplacent; d'autre part, la vérification/réfutation des hypothèses donne naissance à de nouvelles hypothèses, au sein de théories qui évoluent. L'enquête est donc indéfiniment relancée. Pas plus que la liste des faits, celle des questions historiques ne saurait être close : il faudra toujours réécrire l'histoire.

Cependant, à chaque moment de l'histoire, il y a des questions historiques qui ne se posent plus, et d'autres qui se posent. Les premières sont battues et rebattues, les secondes sont à la pointe des préoccupations de la profession. L'insertion des questions dans le champ des problématiques actuelles de la corporation détermine leur statut scientifique. Toutes ne sont pas également légitimes.

#### **Robin G. Collingwood : N'importe quoi peut servir de source**

*Les données (data) d'un côté, et les principes d'interprétation de l'autre, sont les deux éléments de toute pensée historique. Mais ils n'existent pas séparément pour se combiner ensuite. Ils existent ensemble ou pas du tout. L'historien ne peut pas récolter les données dans un premier temps et les interpréter dans un second. C'est seulement quand il a un problème en tête qu'il peut se mettre à la recherche de données qui s'y rapportent. N'importe quoi n'importe où peut lui servir de données s'il est capable de trouver comment l'interpréter. Les données de l'historien sont la totalité du présent.*

*Le commencement de la recherche historique n'est donc pas la collecte ou la contemplation de fait bruts non encore interprétés, mais le fait de poser une question qui mette à la recherche de faits qui puissent aider à y répondre. Toute recherche historique est focalisée de cette façon sur quelque question ou problème particulier qui définit son sujet. Et l'on ne doit poser la question qu'avec quelques raisons de penser qu'on sera capable de lui apporter une réponse, et une réponse qui soit un raisonnement authentiquement historique, autrement elle ne mène nulle part, c'est au mieux une curiosité oisive,*

*mais ni le centre ni même un élément d'un travail historique. Ce que nous exprimons en disant qu'une question « se pose » ou « ne se pose pas ». Dire qu'une question se pose, c'est dire qu'elle entretient un lien logique avec nos pensées antérieures, que nous avons une raison pour la poser et que nous ne sommes pas animés par une simple curiosité capricieuse.*

The Philosophy of History, p. 14

#### *La légitimité des questions*

Les questions les plus légitimes pour les historiens sont donc, à les entendre, celles qui font « avancer » leur discipline. Mais qu'est-ce que cela signifie ?

Il y a bien des façons de faire « avancer » l'histoire. La plus simple est de combler les lacunes de nos connaissances. Mais qu'est-ce qu'une lacune ? On trouvera toujours un village dont on n'ait pas écrit l'histoire, mais l'histoire d'un énième village comblerait-elle vraiment une lacune ? Que nous apprendrait-elle que nous ne sachions déjà ? La véritable lacune n'est pas un objet supplémentaire dont l'histoire n'a pas été faite, mais des questions auxquelles les historiens n'ont pas encore de réponse. Et comme les questions se renouvellent, il arrive que des lacunes s'effacent sans avoir été comblées... Les questions peuvent cesser de se poser avant d'avoir reçu réponse.

Ce constat entraîne deux conséquences. La première est qu'on n'a jamais fini d'écrire l'histoire. Les historiens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pensaient leur travail définitif. C'était un rêve. Il faut chaque fois reprendre l'histoire en tenant compte des nouvelles questions et des nouveaux acquis. R.G. Collingwood le notait avec pertinence : toute histoire est un rapport d'étape sur les progrès faits dans l'étude du sujet qu'elle traite jusqu'au moment présent. D'où il résulte que toute histoire est en même temps une histoire de l'histoire. « C'est pourquoi chaque époque doit réécrire l'histoire à nouveaux frais<sup>6</sup>. »

C'est dire que le travail historique ne trouve pas directement sa légitimité dans les documents. Une étude de première

6. R.G. Collingwood, *The Philosophy of History*, p. 15 : « *This is why every age must write history afresh.* »

main, conduite directement à partir des documents, peut être sans intérêt scientifique si elle répond à des questions qui ne se posent pas. Inversement, une étude de seconde main, conduite à partir de travaux antérieurs d'autres historiens, peut présenter une grande pertinence scientifique, si elle s'inscrit dans un questionnement novateur. Pour être pleinement légitime aux yeux des historiens, une question doit s'insérer dans un réseau d'autres questions, parallèles ou complémentaires, assorties de leurs réponses possibles entre lesquelles le travail sur les documents permettra de choisir. La question historique est ainsi celle qui s'inscrit dans ce qu'il faut bien appeler une théorie.

Le statut de la biographie historique fournit un bon exemple de ce problème d'insertion dans le champ scientifique. La biographie était pleinement légitime pour l'histoire politique. Les *Annales* lui ont dénié tout intérêt, car elle ne permet pas de saisir les grands ensembles économiques et sociaux. S'interroger sur un homme, et nécessairement un homme connu, car les autres ont rarement laissé des traces, c'était gaspiller un temps qui aurait été mieux employé à retrouver le mouvement des prix ou à cerner le rôle de grands acteurs collectifs comme la bourgeoisie. Dans les années 1950-1970, la biographie, individuelle et singulière par définition, était ainsi boutée en dehors d'une histoire scientifique qui se vouait au général. Mais elle répondait à une demande du public. De grandes collections ont connu un vrai succès. Les éditeurs ont sollicité des historiens qui, séduits par l'espoir de la notoriété – passer chez Pivot – et l'attrait des droits d'auteur, ont accepté ce travail de commande et lui ont trouvé un intérêt. Simultanément, la configuration théorique de l'histoire changeait. L'espoir d'une histoire synthétique, d'une histoire totale, qui permettrait une compréhension globale de la société et de son évolution, s'estompait. Il devenait plus intéressant de comprendre, à partir de cas concrets, des fonctionnements sociaux, culturels, religieux. Dans ce contexte nouveau, la biographie changeait de statut et elle retrouve une légitimité. Mais ce n'est plus exactement la même biographie, et ce n'est plus seulement celle des « grands » hommes : elle cherche moins à déterminer l'influence de l'individu sur les événements qu'à comprendre, à travers lui, l'interférence de logiques et l'articulation de réseaux complémentaires.

Naturellement, la définition du champ changeant des questions légitimes constitue un enjeu de pouvoir à l'intérieur de la profession historique, car les positions de pouvoir dans la profession sont celles où l'on décide quels sont les questionnements pertinents. Les revues, qui acceptent ou refusent des articles, sont l'un de ces lieux de pouvoir, d'où leur importance dans l'histoire de la discipline. La polémique des *Annales* contre l'histoire historisante est un bon exemple des conflits qui traversent la corporation pour la définition des questions légitimes. De même, à la fin des années 1970, celle menée par l'histoire autoproclamée « nouvelle » contre l'histoire décrétée par là même traditionnelle. Des groupes, plus ou moins étoffés et diversement constitués, s'affrontent ainsi en des débats théoriques, dont l'enjeu est l'hégémonie scientifique sur la profession, hégémonie qui entraîne avec elle des avantages matériels et symboliques comme l'influence sur les carrières ou la dévolution de postes prestigieux. Ces conflits scientifiques sont aussi des conflits sociaux d'un type particulier. On désigne bien ce double aspect en parlant de « conflits d'écoles », car le terme « école » désigne à la fois un groupe de clercs, et la théorie où il fonde son identité.

La pluralité des pôles autour desquels s'organise la profession, comme l'ouverture de celle-ci aux historiens étrangers, interdit que ces conflits, d'ailleurs feutrés, ne débouchent sur une véritable domination. Ils contribuent cependant à faire évoluer la configuration des questions pertinentes. Ils suscitent des « modes » historiographiques et des générations de travaux inspirés par les mêmes problématiques. Bref, c'est un facteur important de l'historicité des questions historiques elles-mêmes.

Mais l'histoire des questions historiques n'est pas seulement l'histoire, scientifique et sociale, des « écoles » historiques. Elle n'obéit pas seulement à des facteurs internes à la profession. Celle-ci est en effet globalement insérée dans une société pour laquelle elle fonctionne et qui la fait vivre. Elle est d'autre part composée d'individus qui ont chacun des raisons personnelles de faire de l'histoire. La question historique est posée non seulement au sein d'une profession, mais au sein d'une société et par des personnes. Double polarité, qu'il nous faut explorer.

### **L'enracinement social des questions historiques**

#### *Pertinence sociale et pertinence scientifique*

Toutes les productions dites historiques qui s'offrent à nos contemporains ne sont pas également recevables, d'un point de vue scientifique.

Certaines histoires remplissent une fonction de divertissement. Elles ont pour but de distraire, de faire rêver. Elles cherchent un dépaysement dans le temps, un exotisme analogue à celui que procurent, dans l'espace, les revues de vulgarisation géographique. C'est surtout cette histoire qui connaît le succès dans les médias et se vend aux kiosques des gares. La fonction sociale qu'elle remplit n'est ni négligeable ni innocente, au même titre que les reportages de *Paris-Match* sur la famille de Monaco ou les catalogues des agences de tourisme. Aux yeux des historiens, cette histoire anecdotique, qui s'intéresse aux vies privées des princes d'antan, aux crimes restés obscurs, aux épisodes spectaculaires, aux coutumes étranges, ne mérite pas grand intérêt. L'histoire médiatique n'est pas disqualifiée par ses méthodes, qui peuvent parfaitement respecter les règles de la critique, mais par ses questions, qui sont futiles.

Notons, au passage, le pouvoir social qu'exerce ici la profession historique. De quel droit affirmer que les amours de M<sup>me</sup> de Pompadour ou l'assassinat de Darlan sont des questions futiles, alors que l'histoire des mineurs de Carmaux (R. Trempé), celle de la représentation du rivage (A. Corbin) ou celle du livre au XVIII<sup>e</sup> siècle méritent d'être traitées ? C'est la profession historique qui décide de la recevabilité de telle ou telle histoire et détermine ses critères d'appréciation, comme la profession médicale refuse ou reconnaît la valeur médicale de la vaccination ou de l'homéopathie. Il y a là un pouvoir effectif, dont les historiens du dimanche font souvent les frais.

D'autres questions présentent une pertinence sociale. Il n'est pas futile, par exemple, de commémorer le débarquement de Normandie ou l'écrasement du Vercors par des articles ou des émissions de télévision. Les questions posées ne sont pas neuves, et ces productions médiatiques ne font

pas « avancer » l'histoire, aux yeux des professionnels. Pourquoi le débarquement s'est-il fait sur ces plages ? Pourquoi les Allemands n'ont-ils pas réagi plus rapidement et plus massivement ? Les historiens connaissent la réponse, mais il est utile à la société de l'exposer ou de la rappeler à l'occasion d'un cinquantenaire.

L'histoire qui répond ainsi à ce qu'il est convenu maintenant d'appeler, d'un terme un peu vague mais commode, la « demande sociale » peut fort bien respecter toutes les exigences de la profession. Elle comprend naturellement l'histoire qui s'enseigne dans les classes. Ce peut être de la bonne histoire, construite à partir des sources et en tenant compte des derniers acquis de la recherche. Il arrive qu'elle soit également scientifiquement pertinente, renouvelant la problématique, sinon la documentation. Il est important, pour la profession historique, que cette histoire soit faite par des professionnels : abandonner la vulgarisation à des journalistes spécialisés serait aussi dangereux pour elle que de renoncer à la formation des professeurs des lycées et collèges. Il reste qu'en général la pertinence scientifique de cette histoire, comme de celle des manuels, est douteuse : le front pionnier de la discipline passe rarement par là.

Les questions scientifiquement pertinentes, celles qui font « avancer » l'histoire, ne sont pourtant pas dépourvues d'une pertinence sociale, directe ou indirecte. La pertinence sociale ne fonde pas la pertinence scientifique mais elle peut l'accompagner heureusement. L'histoire de la formation professionnelle en France, par exemple, présente aujourd'hui un intérêt aussi vif sur le plan social que scientifique. Comment s'est constitué dans ce pays, et dans ce pays seulement, un puissant enseignement professionnel ? pourquoi la France a-t-elle choisi de former les ouvriers en école ? ces questions intéressent les professionnels eux-mêmes, patrons ou syndicats, ainsi que les politiques, car elles éclairent les évolutions actuelles et les décisions à prendre. Mais elles n'intéressent pas moins les historiens qui en attendent une compréhension nouvelle de l'articulation entre évolution technique, rapports sociaux dans l'entreprise, structures des branches professionnelles, rapport des entreprises à l'État. J'ai eu la chance de porter les épreuves de mon *Histoire de l'enseignement* à mon éditeur, boulevard Saint-Michel, le 11 mai 1968, au

matin de la nuit des barricades. J'avoue avoir éprouvé le sentiment d'une certaine utilité sociale alors même que j'avais cherché à insérer une histoire jusqu'alors purement institutionnelle dans une histoire sociale conforme aux questions scientifiques de l'époque... Les conjonctions heureuses ne sont jamais exclues bien qu'elles ne soient jamais assurées.

La rencontre entre pertinence sociale et pertinence scientifique n'est pourtant pas seulement une affaire de chance : si le hasard fait parfois bien les choses, c'est que les historiens, comme individus et comme groupe, ne sont pas extérieurs à la société dans laquelle ils vivent ; les questions qu'ils posent, même quand ils les jugent « purement » historiques, sont toujours colorées par les problèmes de leur temps. Du coup, elles présentent généralement un intérêt pour la société au sein de laquelle elles sont posées.

#### *Historicité des questions historiques*

Toute question historique, en effet, est posée *hic et nunc*, par un homme situé dans une société. Quand bien même il veut lui tourner le dos et donne à l'histoire une fonction de pure connaissance désintéressée, il ne peut faire qu'il ne soit de son temps. Toute question est posée de quelque part. La conscience de l'historicité des points de vue de l'historien, et de la nécessité qu'elle entraîne de réécrire périodiquement l'histoire, est l'un des traits caractéristiques de la constitution même de la pensée historique moderne, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ainsi que R. Koselleck l'a montré. Contentons-nous ici de citer Goethe : « Le contemporain d'un temps qui s'écoule est mené à des vues à partir desquelles le passé se laisse appréhender et juger d'une façon nouvelle<sup>7</sup>. » Chaque époque a ainsi imposé ses points de vue à l'écriture de l'histoire.

Poser par exemple la question de l'histoire d'une famille, de sa généalogie, de ses alliances, étudier un roi et son règne, cela a un sens au Moyen Age, où les chroniqueurs sont souvent sous la dépendance des princes, et sous l'Ancien Régime. Voltaire lui-même commence son œuvre historique par une *Histoire de Charles XII* (1731) et la poursuit par

7. Cité par R. Koselleck, *Le Futur passé*, p. 281.

*Le Siècle de Louis XIV* (1751). Mais les temps sont en train de changer, et il perçoit que les changements dans les mœurs et dans les lois méritent, plus que les rois et les cours, l'intérêt de l'historien. C'est ce que Guizot, à bien des égards un héritier des Lumières, appellera après lui, sous la Restauration, la « civilisation ».

Avec Augustin Thierry et Michelet, nous sommes en plein romantisme. L'histoire se centre sur le peuple, comme héros collectif ; elle fait une place au détail pittoresque, à la « couleur locale » ; elle privilégie même, jusqu'à un certain point, ce Moyen Age qui suscite à la même époque le style « troubadour ». L'une des questions qui hante l'époque est celle des origines franques de la nation française. Elle interfère avec celle des origines de la noblesse, et rejoint alors celle de la société d'ordres et de la Révolution. On a déjà dit l'importance de ce contexte pour l'histoire au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les historiens de l'école méthodique eux-mêmes, qui prétendaient écrire une histoire purement scientifique, sereinement détachée des contingences sociales, posent les questions de la nation et des institutions, c'est-à-dire les grandes questions politiques du temps. Il faut attendre que la victoire de 1918 ait rendu la République incontestable pour que d'autres questions soient posées. Et ces questions, économiques et sociales, rencontrent les préoccupations d'une époque habitée par la crise économique et la lutte des classes. Labrousse, qui fut avocat, puis journaliste communiste en 1920, s'attaque aux origines économiques de la Révolution française au moment même où la crise économique de 1930 sape la société française.

Cette configuration historique change dans les années 1970. On a dit plus haut l'influence, sur cette évolution, du contexte intellectuel, de l'émergence des nouvelles sciences sociales, du structuralisme. Il faut aussi faire intervenir le recul du marxisme, l'effritement du mouvement ouvrier, la montée de l'individualisme. A l'heure du MLF, de l'interruption volontaire de grossesse, du droit de vote à 18 ans, la nouvelle histoire pose les questions du sexe, de la mort, de la fête.

Certes, il s'agit là de concordances globales et, à ce degré de généralité, on ne court pas de grands risques à affirmer un rapport entre la question des historiens et le moment historique où ils vivent. Mais le rapport est parfois plus direct. On l'a vu pour Labrousse. C'était vrai déjà pour l'auteur du

« petit Lavisse » : que ce chantre de l'identité nationale se soit précisément intéressé à l'histoire de la Prusse sous Frédéric II au moment où l'unité allemande menaçait la France et où Bismarck triomphait, témoigne d'un lien direct entre la question historique et le contexte.

Mais c'est aussi un lien direct entre la question de l'historien et l'homme qui la pose.

### L'enracinement personnel des questions historiques

#### *Le poids des engagements*

Personne ne s'étonne de voir un ancien ministre des Finances, écarté momentanément de la politique, consacrer ses loisirs à écrire un livre sur *La Disgrâce de Turgot* : on devine dans l'étude historique la justification de l'action qui vient de se terminer. Mais les historiens professionnels ne diffèrent guère de l'amateur de talent qu'était Edgar Faure : leurs engagements sont simplement moins voyants et leur implication dans la vie politique moins directe. Et encore, pas toujours. Si l'on regarde de plus près les questions auxquelles ils se sont intéressés, on ne peut qu'être frappé du poids de leurs engagements, ou, au contraire, de leur détachement.

Ce n'est pas un trait nouveau. Prenons pour exemple Charles Seignobos. Le meilleur de son œuvre historique est un grand manuel d'enseignement supérieur, les quatre volumes de *l'Histoire de la France contemporaine* qui couvrent la période du Second Empire à 1918 : une histoire politique très contemporaine. Ce fils d'un député républicain de l'Ardèche, de tradition protestante, est un militant dreyfusard très actif. Plus tard, il pétitionne contre la loi de trois ans et soutient un comité « pacifiste » en 1917. Comment ne pas voir le lien entre son engagement et l'histoire qu'il écrit ?

Ce lien est évidemment plus direct pour les historiens du contemporain que pour les autres. Voici, par exemple, une génération d'historiens qui ont donné sa pleine légitimité scientifique à l'histoire ouvrière, avec C. Willard (les gues-

distes), M. Rebérioux (J. Jaurès), R. Trempé (les mineurs de Carmaux), M. Perrot (la grève), J. Julliard (F. Pelloutier) : c'est aussi la génération de la Libération, celle qui a connu le Parti communiste à son apogée et qui, parfois en le rejoignant, parfois en restant à distance, a adhéré à la cause du mouvement ouvrier. Les historiens actuels du communisme, comme A. Kriegel ou P. Robrieux, ont souvent exercé des responsabilités au sein de ce parti ; ils l'ont connu de l'intérieur et ils transfèrent dans leurs analyses historiques une connaissance directe des mœurs communistes.

De même, les historiens du catholicisme ou du protestantisme sont souvent des catholiques ou des protestants convaincus. Parmi eux, comme parmi les historiens du communisme, on trouve certes des transfuges, des prêtres en conflit avec l'Église qui ont demandé à être réduits à l'état laïc. Mais on trouve aussi des fidèles dont l'Église utilise les compétences ou le nom.

Enfin, troisième et dernier exemple pour l'histoire contemporaine, l'essor actuel de l'histoire juive, celle de l'antisémitisme vichyssois et du génocide, celle des camps, est souvent le fait d'historiens dont la famille a été victime de cette persécution.

On aurait tort, cependant, de croire que les contemporanéistes sont seuls tributaires de leurs engagements. C'est aussi, très souvent, le cas des historiens de la Révolution française. Le premier titulaire de la chaire en Sorbonne, Aulard, était un agrégé de lettres que sa formation désignait pour ce poste moins que sa conviction. Plus près de nous, un Soboul, par exemple, ne faisait pas mystère de son communisme.

Tous les historiens, il est vrai, ne sont pas engagés, mais l'intérêt professionnel de l'historien pour l'évolution de la collectivité constitue un facteur favorable à l'engagement qui est probablement plus fréquent dans la corporation que dans l'ensemble de la population de même niveau culturel. Ce qui ne préjuge pas du sens de cet engagement – on trouve des historiens dans tous les camps – et ne le rend pas automatique : on trouve de grands historiens qui ont précisément choisi de ne pas s'engager pour se consacrer intégralement à l'histoire. Ce fut le choix des *Annales*. M. Bloch, dans *L'Étrange Défaite*, s'interrogeait d'ailleurs : « Il ne nous reste, pour la plupart, que le droit de dire que nous fûmes de

bons ouvriers. Avons-nous toujours été d'assez bons citoyens<sup>8</sup>? » Et mettant sa vie en accord avec son propos, tandis que L. Febvre continuait les *Annales* contre son avis et que Labrousse acceptait de faire, à titre provisoire, les cours en Sorbonne que le statut des juifs lui interdisait de donner, M. Bloch s'engagea dans la Résistance malgré ses cinquante-cinq ans, pour y trouver la fin que l'on sait. On ne voit pas, dans l'œuvre de M. Bloch, de L. Febvre, de F. Braudel, pour ne parler que des morts, quel engagement social nourrit la recherche. Mais c'est aussi que l'engagement, s'il est une expérience sociale à certains égards irremplaçable, nous y reviendrons, est loin de constituer le seul mode d'implication de l'historien comme personne dans les questions qu'il traite comme historien.

#### *Le poids de la personnalité*

Tout métier « intellectuel » met en jeu la personne même. On n'étudie pas à longueur de journée et d'année la philosophie, la littérature ou l'histoire sans que cette étude ait une signification personnelle. Je ne crois pas qu'on puisse être un bon historien sans un brin de passion, signe d'enjeux personnels forts. L'enracinement existentiel de la curiosité historique explique la constance de la recherche, la peine que l'historien se donne et aussi, il faut le reconnaître, le plaisir, la joie que donne parfois ce métier.

Les psychanalystes auraient ici leur mot à dire. L'inconscient se fraie assurément sa voie dans l'œuvre des historiens. Nous n'avons guère d'études sur ce point. Je renverrai cependant au *Michelet* de Roland Barthes : la fascination visible du grand historien pour le sang, par exemple, renvoie à quelque chose de très profond. Sans aller jusque-là, l'historien noue avec son objet une relation intime, où s'affirme progressivement sa propre identité. En se penchant sur la vie et la mort des hommes du passé, il travaille aussi sur sa propre vie et sa propre mort. Le déplacement de ses curiosités au fur et à mesure qu'il avance en âge est aussi l'histoire d'une identité

8. M. Bloch, *L'Étrange Défaite*, Paris, Albin Michel, 1957, p. 217-218.

personnelle. C'est ce qui fait tout l'intérêt accordé récemment et un peu narcissiquement à l'égo-histoire.

D'où la nécessité d'une prise de conscience, d'une élucidation. Elle s'impose à l'évidence pour les engagements politiques, religieux ou sociaux. La connaissance intime qu'ils donnent de l'objet d'étude constitue un atout irremplaçable : savoir du dedans comment les choses peuvent se passer au sein du groupe qu'on analyse suggère des hypothèses, oriente vers des documents et des faits auxquels l'observateur extérieur ne songerait guère. Mais le risque d'être partisan, favorable ou hostile, de dresser des plaidoyers ou des réquisitoires, n'est pas moins évident. La passion aveugle ; elle inspire la volonté de prouver les torts ou les raisons, de dénoncer les perversités et les malfaisances, ou de célébrer les générosités et les lucidités. A ne pas s'avouer la volonté qui l'anime de régler des comptes ou de redresser des torts, l'historien court le risque d'accepter trop vite, sans les construire assez soigneusement, des faits auxquels il accordera une importance excessive. Comme toute chance, la connaissance intime par engagement personnel est aussi un risque. Elle permet à l'historien d'aller plus vite et plus loin dans la compréhension de son sujet, mais elle peut aussi étouffer sa lucidité sous le bouillonnement des affects.

Le public traduit généralement cette difficulté en disant que ces historiens manquent de « recul ». Il faudrait en quelque sorte attendre que l'histoire se soit refroidie pour la saisir. C'est une vue sommaire. Le bicentenaire de la Révolution nous a montré que deux siècles ne suffisent pas à refroidir les passions. Les historiens de l'Antiquité eux-mêmes investissent parfois dans leurs travaux des questions très contemporaines. On ne comprendrait pas l'énergie investie sous la Troisième République dans l'étude de Démosthène et de la résistance d'Athènes à Philippe de Macédoine si l'on ne percevait en filigrane la figure de Bismarck derrière celle du roi conquérant, et derrière la cité grecque la République française.

L'histoire a certes besoin de « recul ». Mais il ne provient pas automatiquement de l'éloignement dans le temps, et il ne suffit pas d'attendre pour qu'il existe. Il faut faire l'histoire du temps présent en professionnel, à partir de documents et non de souvenirs, pour le mettre à juste distance. En ce sens, comme le dit Robert Frank, l'histoire du temps présent ne sau-

rait être une histoire immédiate<sup>9</sup> : il faut briser l'immédiateté de l'actualité, et l'historien doit pour cela prendre le temps de construire des médiations entre le temps présent et l'histoire qu'il en donne. Cela suppose notamment qu'il élucide ses implications personnelles. Les historiens républicains du début du siècle n'avaient pas d'ailleurs la timidité dont certains font preuve, aujourd'hui, envers le passé proche<sup>10</sup>. Le recul n'est pas une distance dans le temps requise comme préalable pour que l'histoire soit possible. C'est l'histoire qui crée le recul.

Mais l'élucidation des implications personnelles de l'historien n'est pas nécessaire seulement pour l'histoire « chaude » ou pour celle du temps présent : elle s'impose dans tous les cas. Comme le dit H.-I. Marrou, rappelant Croce, « toute histoire est contemporaine »,

tout problème authentiquement historique (ce que Croce opposait à l'« anecdote », issue d'une pure et vaine curiosité), même s'il concerne le plus lointain passé, est bien un drame qui se joue dans la conscience d'un homme d'aujourd'hui : c'est une question que se pose l'historien, tel qu'il est, « en situation » dans sa vie, son milieu, son temps<sup>11</sup>.

A négliger cette insertion de la question historique dans la conscience d'un historien situé *hic et nunc*, on s'exposerait à être dupe de soi-même. La remarque n'est pas neuve : elle était déjà faite par Bradley en 1874 :

Il n'y a pas d'histoire sans préjugé ; la distinction véritable est celle de l'auteur qui a des préjugés sans savoir ce qu'ils sont, préjugés peut-être faux, et de l'auteur qui ordonne et crée consciemment à partir des assises qu'il connaît et qui fondent ce qui est pour lui la vérité. C'est en prenant

9. Robert Frank, « Enjeux épistémologiques de l'enseignement de l'histoire du temps présent », *L'Histoire entre épistémologie et demande sociale*, p. 164.

10. Georges Weill, par exemple, publie en 1909 chez Alcan une *Histoire du catholicisme libéral en France 1828-1908* qui reste très bonne. Le dernier tome de l'*Histoire de la France contemporaine* de Seignobos, publié en 1922, s'arrête au traité de Versailles. Aujourd'hui, on passe pour téméraire si l'on publie en 1994 un ouvrage qui se clôt sur les élections de 1993...

11. *De la connaissance historique*, p. 205.

conscience de son préjugé que l'histoire commence à devenir vraiment critique et qu'elle se garde (dans la mesure du possible) des fantaisies de la fiction<sup>12</sup>.

Les historiens non engagés, qui se prétendent de purs scientifiques, sont peut-être ici plus menacés de manquer de lucidité sur leurs propres partis pris, car ils ne ressentent pas la même nécessité de se dire à eux-mêmes quelle motivation les pousse. « On a le droit de tout faire, à condition de savoir ce qu'on fait », dit le bon sens populaire : mais, précisément, l'historien ne fait jamais seulement de l'histoire. H.-I. Marrou, qui fut un grand historien du catholicisme antique, spécialiste de saint Augustin, en même temps qu'un catholique convaincu, militant à gauche, a parfaitement formulé cette exigence.

#### Henri-I. Marrou : Élucider les raisons de ses curiosités

*L'honnêteté scientifique me paraît exiger que l'historien, par un effort de prise de conscience, définisse l'orientation de sa pensée, explicite ses postulats (dans la mesure où la chose est possible) ; qu'il se montre en action et nous fasse assister à la genèse de son œuvre : pourquoi et comment il a choisi et délimité son sujet ; ce qu'il y cherchait, ce qu'il y a trouvé ; qu'il décrive son itinéraire intérieur, car toute recherche historique, si elle est vraiment féconde, implique un progrès dans l'âme même de son auteur : la « rencontre d'autrui », d'étonnements en découvertes, l'enrichit en le transformant. En un mot qu'il nous fournisse tous les matériaux qu'une introspection scrupuleuse peut apporter à ce qu'en termes empruntés à Sartre, j'avais proposé d'appeler sa « psychanalyse existentielle ».*

De la connaissance historique, p. 240.

Ce qu'H.-I. Marrou appelle une « psychanalyse existentielle », ce travail d'élucidation de ses motivations, c'est en fait une *catharsis*, une purification, un dépouillement. En ce sens, l'histoire n'est pas un passe-temps ou un gagne-pain.

12. Francis H. Bradley, *Les Présupposés de l'histoire critique*, p. 154.

C'est, par certains côtés, une ascèse personnelle, la conquête d'une libération intérieure. Le recul que crée l'histoire est aussi recul par rapport à soi-même et à ses propres problèmes. On voit ici le sérieux profond de l'histoire. Elle est savoir, certes, mais aussi travail de soi-même sur soi. C'est trop peu de dire qu'elle est une école de sagesse. En écrivant l'histoire, l'historien se crée lui-même. Michelet l'a exprimé, au terme de son œuvre, en une page saisissante.

**Jules Michelet : Mon livre m'a créé...**

*Ma vie fut en ce livre, elle a passé en lui. Il a été mon seul événement. Mais cette identité du livre et de l'auteur n'est-elle pas un danger ? L'œuvre n'est-elle pas colorée des sentiments, du temps, de celui qui l'a faite ?*

*C'est ce qu'on voit toujours. Nul portrait si exact, si conforme au modèle, que l'artiste n'y mette un peu de lui [...]*

*Si c'est là un défaut, il nous faut avouer qu'il nous rend bien service. L'historien qui en est dépourvu, qui entreprend de s'effacer en écrivant, de ne pas être, de suivre par derrière la chronique contemporaine [...] n'est point du tout historien [...]*

*En pénétrant l'objet de plus en plus, on l'aime, et dès lors on le regarde avec un intérêt croissant. Le cœur ému a la seconde vue, voit mille choses invisibles au peuple indifférent. L'histoire, l'historien se mêlent en ce regard. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Là s'opère une chose que l'on n'a point décrite et que nous devons révéler :*

*C'est que l'histoire, dans le progrès du temps, fait l'historien bien plus qu'elle n'est faite par lui. Mon livre m'a créé. C'est moi qui fus son œuvre. Ce fils a fait son père. S'il est sorti de moi d'abord, de mon orage (trouble encore) de jeunesse, il m'a rendu bien plus en force et en lumière, même en chaleur féconde, en puissance réelle de ressusciter le passé. Si nous nous ressemblons, c'est bien. Les traits qu'il a de moi sont en grande partie ceux que je lui devais, que j'ai tenus de lui.*

*Préface de l'Histoire de France, éd. de 1869, in J. Ehrard et G. Palmade, L'Histoire, p. 264-265.*

Il ne faudrait pas, pour autant, tomber d'un extrême dans l'autre. Si tout historien, même celui qui se veut le plus « scientifique », se trouve engagé personnellement dans l'histoire qu'il écrit, il n'en résulte pas qu'il faille traiter son discours comme simple opinion subjective, propos d'humeur, reflet d'un inconscient chargé. C'est précisément pour atteindre une meilleure rationalité que l'historien doit élucider ses implications. Mettre l'accent sur le sujet-historien ne doit pas estomper les objets de l'histoire, si l'on ne veut pas renoncer à proposer un discours socialement pertinent parce que reposant sur des raisons. Philippe Boutry signale le danger de l'« hypertrophie du sujet-historien » :

...pendant que l'*ego* de l'historien occupe en maître absolu la place où régnait jadis le *fait* brut et comme ingénu de l'âge du scientisme, une mise en cause plus ou moins radicale de la capacité de la raison humaine à atteindre une quelconque vérité de la connaissance du passé rejette en bloc les grands modèles explicatifs pour se délecter ludiquement de l'expérimentation systématique des hypothèses et des interprétations à l'infini « revisitées ». Maître du jeu, l'historien semble parfois avoir perdu la perception de l'enjeu de sa discipline – qui ne saurait être autre chose que l'intelligibilité, pour chaque génération successive, de la mémoire conservée des hommes, des choses et des mots qui ne sont plus<sup>13</sup>.

La question de l'historien doit ainsi rester tendue du plus subjectif au plus objectif. Profondément enracinée dans la personnalité de celui qui la pose, elle ne se formule que solidaire de documents où elle puisse trouver réponse. Insérée dans les théories, ou parfois seulement les modes, qui traversent la profession, elle remplit à la fois une fonction professionnelle, une fonction sociale et une fonction personnelle plus intime.

Cette analyse de la question, qui fonde le sérieux de l'histoire, permet d'apporter un premier éclairage à la question récurrente de l'objectivité en histoire. L'objectivité ne peut provenir du point de vue adopté par l'historien, car il est

13. Philippe Boutry, « Assurances et errances de la raison historique », in *Passés recomposés*, p. 67.

nécessairement situé, nécessairement subjectif. Le point de vue de Sirius n'existe pas, en histoire. Fol serait l'historien qui prétendrait s'y placer : il avouerait par là seulement sa définitive naïveté. Plutôt que d'objectivité, mieux vaudrait parler d'impartialité et de vérité. Or elles ne peuvent qu'être laborieusement conquises par la démarche de l'historien. Elle sont au terme de son travail, pas à son commencement. Ce qui renforce l'importance des règles de la méthode.

5

## Les temps de l'histoire

Nous aurions probablement pu écrire sans les changer les pages qui précèdent si notre sujet avait été la sociologie : il aurait suffi de substituer *sociologie* à *histoire*, *sociologue* à *historien* et *sociologique* à *historique*. En effet, toutes les disciplines qui s'intéressent de près ou de loin aux hommes en société posent à des sources, du sein d'un groupe professionnel et d'une société donnée, des questions qui ont aussi un sens personnel pour celui qui les pose. Ce qui distingue la question de l'historien et la met à part de celle du sociologue ou de l'ethnologue est un point que nous n'avons pas encore abordé : sa dimension *diachronique*.

Le profane ne s'y trompe pas, qui reconnaît les textes historiques à ce qu'ils comportent des dates. Lévi-Strauss le note non sans malice.

---

### **Claude Lévi-Strauss : Il n'y a pas d'histoire sans dates**

*Il n'y a pas d'histoire sans dates ; pour s'en convaincre, il suffit de considérer comment un élève parvient à apprendre l'histoire : il la réduit à un corps décharné dont les dates forment le squelette. Non sans raison, on a réagi contre cette méthode desséchante, mais en tombant souvent dans l'excès inverse. Si les dates ne sont pas toute l'histoire, ni le plus intéressant dans l'histoire, elles sont ce à défaut de quoi l'histoire elle-même s'évanouirait, puisque toute son originalité et sa spécificité sont dans l'appréhension du rapport de l'avant et de l'après, qui serait voué à se dissoudre si, au moins virtuellement, ses termes ne pouvaient être datés.*